

Candidat demain

François Bayrou (UDF), qui veut incarner « une démarche politique nouvelle », annoncera sa candidature à la présidentielle demain à Serres-Castet, dans son Béarn natal.

Photo Patrice Lapoirie



Le suspense Boutin

Christine Boutin, annoncera demain si elle est candidate à l'élection présidentielle de 2007. En 2002, au premier tour, elle avait recueilli 1,2% des suffrages.

Photo AFP



Jusqu'au boutiste

Le député villepiniste Georges Tron a exclu que Dominique de Villepin participe à « la primaire » UMP pour la présidentielle car il entend « gouverner jusqu'au bout ».

Photo Reuters/Platiau



UMP : Sarkozy attend MAM

LE CANDIDAT SARKOZY espère une candidature d'envergure pour organiser une « vraie » primaire

Y aura-t-il une primaire à l'UMP ? Au lendemain de la déclaration de candidature de Nicolas Sarkozy, les regards se tournaient, hier, vers Michèle Alliot-Marie, qui entretient toujours le suspense sur sa décision.

L'entourage de la ministre de la Défense a démenti l'information selon laquelle MAM a décidé d'être candidate et se déclarera dans les 15 jours. « Michèle Alliot-Marie n'a pris aucune décision sur sa candidature », assurait-on. Selon son compagnon, Patrick Ollier, Michèle Alliot-Marie « est entrée dans une logique de candidature » avec la création cet automne de son association « Le Chêne » et la consultation d'experts. « Je serais surpris si tout cela se terminait par une impasse », souligne l'actuel président de la Commission économique de l'Assemblée nationale.

Hier soir sur France 2, Nicolas Sarkozy a estimé qu'une candidature de Michèle Alliot-Marie serait « très bien pour la démocratie interne » au sein du parti. « Je la respecte suffisamment pour ne lui donner aucun conseil » a-t-il ajouté. Une candidature de Michèle Alliot-Marie aurait, en effet, plusieurs avantages pour le président de l'UMP. D'abord, lui offrir une concurrente à sa mesure et lui éviter un score trop soviétique le 14 janvier.

Hier soir, le président de l'UMP a, par ailleurs, souhaité la création d'établissements spécialisés pour les détenus ayant des problèmes psychiatriques et obliger les délinquants sexuels à se soigner avant toute libération provisoire. S'il était élu, il engagerait enfin la suppression de l'excuse de minorité pour les jeunes récidivistes et des peines plancher pour les multi-récidivistes.



La candidature de Michèle Alliot-Marie pourrait offrir à Nicolas Sarkozy une concurrente à sa mesure et lui éviter un score trop soviétique... Photos AFP



« Ségolène Royal n'est pas qu'une femme »

Ségolène Royal ne saurait être réduite à son seul statut de femme, a déclaré hier soir Nicolas Sarkozy. « Ne réduisez pas Ségolène Royal à son seul statut de femme, elle vaut mieux que cela », a déclaré le président de l'UMP sur France 2. Il estime qu'il y a « sans doute » des cheminements

parallèles entre les deux prétendants. « Ce n'est pas un hasard si elle a gagné la compétition interne au parti socialiste. Et ce n'est peut-être pas un hasard si j'ai gagné la compétition interne à l'UMP. Je n'étais pas prévu pour être le président de cette formation », a-t-il ajouté.

ÉDITORIAL

Marc Chevanche



Tel qu'en lui-même

Nous avons pris l'habitude d'attendre d'un candidat à la présidence de la République qu'il subisse une métamorphose. D'homme, ou désormais de femme, ordinaire qu'il était, il faudrait que le candidat, enfin déclaré, relève d'une essence supérieure. Certes, il n'est pas donné à tous ceux qui embrassent le métier politique de se retrouver un jour dans une telle situation. Certes, encore, ce qu'un tel projet suppose d'ambition tenace et ce qu'elle suppose aussi, si elle est assouvie, de responsabilités considérables, n'est pas chose commune. Certes, enfin, nous vivons dans la mémoire, qui n'est pas si ancienne, de la figure, pour le coup exceptionnelle, de celui qui inaugura la fonction : le général de Gaulle. Ces attentes sont cependant très probablement devenues artificielles. Entre l'état de candidat, possible, po-

tentiel, notoire, comme on voudra, et celui de candidat déclaré, il n'y a plus, il n'y a pas, de différence de nature. Cette nouveauté, elle s'est illustrée hier soir avec la prestation télévisée de Nicolas Sarkozy. Passée l'ouverture où le candidat s'est employé à solenniser son engagement, le président de l'UMP s'est vite retrouvé, tel qu'en lui-même, dans un rôle qu'on lui connaît et qu'il maîtrise. Au fond, pour l'essentiel, Nicolas Sarkozy manifeste dans ces circonstances de contact avec un public des capacités signalées d'écoute, de simplicité et de parler franc. On remarquera d'ailleurs que ce sont ces mêmes aptitudes qui viennent de faire, à gauche et au Parti socialiste, le succès de Ségolène Royal. La joute promise sera donc intéressante. Ils joueront dans le même registre. Lui, avec l'avantage de l'expérience, elle, avec celui de la nouveauté.

INFO EXPRESS

HARKIS

Georges Frêche absent du tribunal

Le président socialiste de la région Languedoc-Roussillon Georges Frêche était absent du tribunal correctionnel de Montpellier, chargé de le juger pour avoir traité des harkis de « sous-hommes » mais il a tenté de s'expliquer dans une lettre lue par la présidente du tribunal dans laquelle il dit que ses propos ont été ceux de la colère alors qu'il était durant la cérémonie « copieusement

qualifié de « cocu » et de « connard ».

EQUIPE DE FRANCE

Le même Frêche exclu du PS sauf si...

François Hollande a assuré, hier sur RTL, que le président socialiste de la région Languedoc-Roussillon Georges Frêche



serait exclu du PS si les critiques qui lui sont prêtées sur la composition de l'équipe de France de football sont vérifiées. Selon *Midi Libre*, Georges Frêche aurait critiqué la composition de l'équipe de France de football le 14 novembre en ces termes : « Dans cette équipe, il y a neuf "blacks" sur onze. La normalité serait qu'il y en ait trois ou quatre. Ce serait le reflet de la société. Mais, là, s'il y en a autant, c'est parce que les blancs sont nuls. J'ai honte pour ce pays. Bientôt, il y aura onze "blacks". Quand je vois certaines équipes de foot, ça me fait de la peine. » « La commission des conflits va se réunir mi-décembre » pour examiner ces propos, a ajouté François Hollande.

christian jacob « La campagne va trop vite »

Peu de répercussion hier dans la Fonction publique à la suite de la « journée d'action » à laquelle avaient appelé cinq des sept fédérations de fonctionnaires (CGT, FSU, FO, UNSA, et CGC) : en début d'après-midi on comptait 0,39 % de grévistes dans l'Éducation, 0,18 à l'Agriculture, 0,02 à l'Intérieur. Le ministère des Finances (DGI) était le plus touché avec 19 % de grévistes. Christian Jacob avait annoncé la veille que les premières mesures de revalorisation des carrières découlaient de l'accord signé en janvier avec la CFDT, l'Unsa et la CFTC seraient visibles sur les feuilles de paie des agents de l'État en décembre, avec rétroactivité au 1^{er} novembre.



Christian Jacob. Photo AFP

Très chiraquien, le ministre de la Fonction publique qui recevait hier des journalistes de la PQR estime que la campagne électorale va trop vite. Se refusant à commenter l'annonce de la candidature de Nicolas Sarkozy, il n'est pas

opposé aux primaires au sein de l'UMP, mais estime que Dominique de Villepin ne peut, en raison de sa fonction, participer à un tel débat.

L'anti-rupture

Opposé au thème de la « rupture », il défend bien sûr le bilan de Jacques Chirac (baisse du chômage, créations d'entreprises, voix de la France sur le plan international) mais ignore les intentions du Président de la République. « La décision que prendra Jacques Chirac sera la bonne » dit-il prudemment. Pour sa part, Christian Jacob se représentera aux législatives dans la ville médiévale de Provins (Seine-et-Marne).

NADINE LEFÈVRE